



Pas de fumÃ©e sans retombÃ©es toxiques ? Vraiment ?

Description

Suite Ã lâ€™incendie qui sâ€™est dÃ©clarÃ© mi-janvier dans un bÃ¢timent contenant du lithium-ion appartenant au groupe BollorÃ© dans la mÃ©tropole de Rouen, un collectif de riverains sâ€™est constituÃ© pour rÃ©clamer la vÃ©ritÃ© sur les Ã©manations toxiques.

Par Alain Dupro

Le 16 janvier 2023 aux alentours de 16 h 30, un important incendie sâ€™est dÃ©clarÃ© dans lâ€™un des quatre bÃ¢timents que le groupe BollorÃ© dÃ©tient Ã Grand-Couronne dans la mÃ©tropole de Rouen, par lâ€™intermÃ©diaire de ses diffÃ©rentes filiales. Dans ce bÃ¢timent Ã©taient stockÃ©es 12 250 batteries au lithium-ion. Cet incendie sâ€™est ensuite propagÃ© au bÃ¢timent voisin, dans lequel lâ€™entreprise Distri Cash Accessoires entreposait 70 000 pneus. 137 sapeurs-pompiers Ã©taient Ã pied dâ€™uvre lorsque ces deux structures se sont effondrÃ©es vers 22 h 30. Vers 23 h 30, le sinistre sâ€™est Ã©tendu au troisiÃ©me bÃ¢timent dans lequel Ã©taient entreposÃ©s des palettes et du textile. Ce nâ€™est quâ€™au cours de la matinÃ©e du 17 janvier que le feu fut totalement circonscrit.

Sâ€™il nâ€™a fait aucune victime â€“ les premiers riverains se trouvant fort heureusement, Ã plus de 500 mÃ©tres du site incendiÃ© – il nâ€™a pas Ã©tÃ© sans rappeler lâ€™incendie de lâ€™usine Lubrizol, survenu le 26 septembre 2019, lors duquel sâ€™Ã©tait formÃ© un panache de fumÃ©es contenant un cocktail de prÃ>s de 10 000 tonnes de produits toxiques. (A cette occasion, pas moins de 2 000 plaintes avaient Ã©tÃ© dÃ©posÃ©es pour mise en cause de la vie dâ€™autrui). A lâ€™appel du collectif unitaire Lubrizol, regroupant syndicats et diffÃ©rentes associations, renommÃ© pour la circonstance prÃ>sente Ã « Collectif unitaire BollorÃ© and Co Ã », une centaine de personnes se sont rÃ©unies, six jours aprÃ>s lâ€™incendie, devant le Palais de Justice de Rouen pour rÃ©clamer entre autres la vÃ©ritÃ© sur lâ€™impact de cet incendie sur la santÃ© des riverains.

Ã« Il suffit dâ€™aller cinq minutes sur le site internet de lâ€™Institut national de recherche et de sÃ©curitÃ© (INRS) pour sâ€™apercevoir que le lithium est toxique Ã» a dÃ©clarÃ©, ce jour-lÃ , GÃ©rald Le Corre, inspecteur du travail et reprÃ©sentant de lâ€™Union DÃ©partementale CGT. En effet, le lithium est un mÃ©tal trÃ>s rÃ©actif qui, au contact de lâ€™air humide, se recouvre dâ€™une pellicule terne dâ€™hydroxyde, de carbone et de nitrure. Pourtant, lors du journal tÃ©lÃ©visÃ©

diffusé le 16 janvier sur France 3 – Normandie, le Préfet de Seine-Maritime a affirmé que « les informations ne faisaient apparaître aucun besoin de protection des populations ». Sur France Info, le Préfet de la région Normandie a, quant à lui, affirmé que « les mesures de qualité de l'air réalisées par les Sapeurs-Pompiers n'avaient rien vu d'inquiétant ». Le Collectif unitaire Bolloré and Co regrette cependant que la communication à l'encontre des riverains n'ait pas été plus explicite et rassurante et dénonce le fait que la Préfecture ait banalisé le sinistre, sans prendre en considération les risques sanitaires diffusés. Comme l'a souligné, lors de ce rassemblement, le co-président de l'association des sinistrés de Lubrizol, « le fait qu'il y ait autant d'accidents industriels dans notre secteur démontre qu'il y a une faille de l'Etat ». Autrement dit, que certaines installations, bien que non inscrites sur la liste des sites Seveso établie par le Ministère de la Transition écologique devraient être identifiées comme représentant un risque environnemental. Le Collectif a organisé une rencontre avec les riverains pour encourager les dépôts de plainte contre X et ainsi avoir accès au dossier.

Categorie

1. En direct

date créée

23/02/2023